

26.01.2018

Appel urgent à l'action : Arrêtez l'invasion turque d'Afrin au Nord de la Syrie

Le Parti Démocratique des Peuples (HDP) condamne l'invasion turque de la région d'Afrin au nord de la Syrie, en collaboration avec la milice salafiste/djihadiste syrienne, et invite la communauté internationale à prendre des mesures immédiates pour y mettre fin.

Cette invasion étend la destruction de la guerre en Syrie à Afrin, qui est restée une zone relativement sûre jusqu'à récemment. Malgré le blocus turco-syrien-djihadiste, Afrin a été un sanctuaire sûr pour des centaines de milliers de personnes déplacées syriennes venant d'autres parties du pays déchirées par la guerre. Cette intervention militaire, les frappes aériennes ciblant des zones résidentielles en particulier, a provoqué des ravages et de la misère dans cette région de paix relative. Au moins 52 civils, y compris des enfants et des femmes, ont été tués à la suite de frappes aériennes et de bombardements de villages et de villes.

L'armée turque mène cette attaque avec plusieurs groupes djihadistes, qui détruisent la paix et la sécurité à Afrin, donnant un nouveau souffle au Daesh et à des organisations similaires, et sapant le processus politique déjà fragile vers un règlement en Syrie. Des vidéos de djihadistes qui collaborent et qui jurent de détruire Afrin et de tuer tous les Kurdes sont diffusées dans les médias sociaux. La Turquie a utilisé de tels djihadistes pour un changement de régime en Syrie. Maintenant, la Turquie cherche à obtenir une coopération avec le régime syrien pour les repositionner dans la guerre qu'il a déclarée contre les Kurdes.

Cette attaque vise les Kurdes en tant que peuple et leurs acquis politiques en Syrie. La prétendue « menace à la sécurité » est un prétexte pour détruire l'autonomie gouvernementale pluraliste, égalitaire et autonome qui est mise en œuvre à Afrin et dans le nord de la Syrie. Un autre objectif ouvertement exprimé de cette invasion est de changer la composition démographique d'Afrin en déplaçant les Kurdes pour les remplacer par les milices de l'Armée Syrienne Libre et les centaines de milliers de citoyens syriens vivant actuellement en Turquie. C'est une violation manifeste de la Convention de Genève.

Cette attaque viole clairement le droit international. La justification de cette invasion par le gouvernement turc, qui se réfère à l'article 51 de la Convention des Nations Unies et aux décisions 1624 (2005), 2170 (2014) et 2178 (2014) de l'Assemblée générale des Nations Unies, est tout simplement infondée. Il n'y a eu aucune attaque d'Afrin en Turquie. En outre, l'ONU et la communauté internationale ne considèrent pas les forces kurdes d'Afrin et de la Syrie du Nord comme des « terroristes ». De plus, la Turquie aurait dû consulter les autorités compétentes des Nations Unies avant de prendre de telles mesures. Autrement dit, selon la Convention et les décisions de l'ONU mentionnées par le gouvernement turc, cette invasion n'est ni un « combat contre le terrorisme » ni une « autodéfense »; c'est une attaque sans provocation préalable, dirigée contre les Kurdes et leur existence politique. Souvenons-nous également que des représentants de Kurdes syriens, désormais dénigrés en tant que « terroristes » et attaqués par le gouvernement turc, ont été officiellement invités en Turquie à plusieurs reprises par le président Erdoğan lui-même entre 2013 et 2015.

Le président Erdoğan a lancé sa campagne présidentielle en envahissant Afrin. Attaquer les Kurdes, croit-il, consoliderait le soutien qu'il a reçu de ses alliés nationalistes. Il utilise en même temps le climat de guerre pour pousser plus loin la répression contre l'opposition kurde et démocratique, qui subit déjà des attaques incessantes depuis juillet 2016. Le gouvernement encourage la propagande de guerre et punit les gens favorables à la paix. Jusqu'à présent, plus de 200 personnes ont été placées en détention, pour la plupart des cadres et membres du HDP, et beaucoup d'entre eux ont été emprisonnés simplement parce qu'ils défendaient la paix et critiquaient le militarisme.

Nous appelons la communauté internationale à adopter une position de principe et à ne pas rester silencieuse face à une telle attaque contre les Kurdes en Syrie, qui ont sacrifié de nombreuses vies dans la lutte contre le Daesh. Il est de la plus haute importance de contester la validité des arguments visant à justifier cette invasion en établissant le fait dénué de tout fondement : le caractère illégal et inacceptable de l'invasion d'Afrin. Les gouvernements démocratiques, les parlements nationaux, les institutions transnationales telles que l'ONU, l'OTAN, le Conseil de l'Europe, les ONG, les médias, les communautés artistiques, les militants pour la paix et les droits de l'homme peuvent et doivent jouer un rôle.

PARTI DEMOCRATIQUE DES PEUPLES

Contact : international@hdp.org.tr **Site web :** www.hdp.org.tr

Adresse : Barbaros Mah. Tahrir Cad. Büklüm Sok. No: 117 06680 Çankaya, Ankara - Turquie

Téléphone : +90 312 427 17 80 **Fax :** +90 312 4288957